



Independent observer
of the Global Fund

SUSPENSION DE PROGRAMMES SOUTENUS PAR LE FONDS MONDIAL SUR FOND DE RÉPRESSION DE LA COMMUNAUTÉ LGBT PAR LE GOUVERNEMENT TANZANIEN

La décision du gouvernement tanzanien de réviser les directives relatives aux services de lutte contre le VIH destinés aux populations clés et vulnérables a obligé un récipiendaire principal du Fonds mondial, Save the Children, à suspendre deux programmes de prévention et de traitement axés sur les personnes issues de ces communautés, selon un responsable du Fonds mondial. La révision des directives est perçue comme s'inscrivant dans le cadre d'une répression plus vaste de la communauté LGBT de Tanzanie, qui a commencé par l'interdiction des lubrifiants et a inclus des menaces de suspension d'une organisation en raison d'allégations selon lesquelles elle promouvait l'homosexualité, ainsi que l'arrestation de membres de la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

Les militants de la santé s'inquiètent de ce que cette répression risque de miner la riposte du pays au VIH. Pour eux, la suspension des programmes soutenus par le Fonds mondial montre que c'est déjà le cas.

Le ministère de la Santé de Tanzanie a annoncé en octobre 2016 qu'il était en train de réviser les directives. Dans une [déclaration](#) expliquant la décision, la ministre de la Santé, Ummy Mwalimu, a affirmé que son ministère continuerait de collaborer avec les partenaires internationaux qui mettent en œuvre des programmes de lutte contre le VIH conformément aux recommandations reconnues au niveau international, en soulignant toutefois que « celles-ci doivent être adaptées au contexte tanzanien au travers de consultations avec les parties prenantes afin de s'assurer de leur conformité aux lois, coutumes et traditions des pays ». Cela a été interprété comme un avertissement spécifique aux prestataires offrant des services pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), une des populations

clés du pays.

Les raisons de cette répression ne sont pas claires, en particulier compte tenu du fait que le ministère a par le passé soutenu des efforts visant la réduction de la transmission du VIH et la fourniture de services aux populations clés, notamment aux HSH.

Toutefois, suite à l'annonce de Mme Mwalimu, Tatjana Peterson, la gestionnaire de portefeuille du Fonds pour la Tanzanie, a confirmé la suspension des deux programmes dans un courriel adressé à Aidsplan. Les programmes faisaient partie d'une [subvention de 13 millions de dollars](#) destinée à intensifier les services de lutte contre le VIH et la tuberculose en Tanzanie, active depuis juillet 2015 et qui devrait se prolonger jusqu'en décembre 2017.

Selon l'accord de subvention, les activités prévues comprenaient le dépistage du VIH et le conseil pour les HSH et les personnes transgenres, la distribution de préservatifs et de lubrifiants, ainsi que le diagnostic et le traitement des infections sexuellement transmissibles.

« Le Fonds mondial est vivement préoccupé par toute action qui réduirait l'accès aux services de santé pour les personnes qui en ont besoin », écrit Mme Peterson. « Nous devons continuer de travailler avec le gouvernement tanzanien dans le cadre de nos efforts en faveur du maintien de l'accès aux services de santé pour les populations clés touchées par le VIH. »

Selon Mme Peterson, le Fonds mondial est en contact avec le gouvernement sur la question et garde « l'espoir qu'une solution sera trouvée pour garantir le maintien de l'accès aux services de santé pour les populations clés touchées par le VIH ».

Les responsables de Save the Children en Tanzanie n'ont pas répondu à notre demande de commentaires.

Outre la subvention dont Save the Children est le récipiendaire principal, la Tanzanie bénéficie de trois autres subventions actives de lutte contre le VIH du Fonds mondial. Le ministère des Finances tanzanien est le récipiendaire principal de deux d'entre elles, dont la valeur totale s'élève à plus de 831 millions de dollars. La troisième, gérée par Population Services International, est axée sur l'achat de préservatifs. Bien qu'ils figurent encore comme actifs sur le site Web du Fonds mondial, Mme Peterson a indiqué que les programmes soutenus par les subventions ont officiellement pris fin en décembre 2016.

Selon l'[ONUSIDA](#), le taux de prévalence du VIH chez les adultes est de 4,7 % en Tanzanie, et on estime à 1,4 million le nombre de personnes qui vivaient avec la maladie en 2015. D'après les dernières [statistiques du gouvernement](#), le taux de prévalence est beaucoup plus élevé parmi les populations clés, notamment chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, pour lesquels la prévalence est estimée à 22,2 %.

Un document clé de politique du gouvernement, le [cadre stratégique multisectoriel pour le VIH et le sida](#), reconnaît que les taux de transmission du VIH au sein des populations clés « ne sont pas contrôlés de manière adéquate », et indique qu'« un engagement et un leadership politiques et gouvernementaux fermes seront également nécessaires pour accroître la demande parmi les populations clés et mal desservies de la Tanzanie ».

Au lieu de cela, selon des militants pour la santé et les droits LGBT, les activités récentes des pouvoirs publics réduisent les services de lutte contre le VIH pour les populations clés et rendent plus improbable que les membres de ces communautés y accèdent là où ils existent. Des responsables de l'ONUSIDA en Tanzanie ont commenté à Aidsplan que les partenaires qui mettent en œuvre des programmes visant les populations clés ont signalé une « baisse significative » au cours des derniers mois du nombre de personnes de ces communautés qui profitent de leurs efforts de proximité ou des services offerts dans les

établissements.

Bien que l'annonce de Mme Mwalimu soit le développement le plus en vue, les militants de la santé affirment que le premier incident date de juillet 2016, lorsque le ministère de la Santé a interdit les lubrifiants et menacé de radier les programmes qui continueraient à les distribuer.

L'ONUSIDA [recommande](#) la mise à disposition de lubrifiants à base d'eau ou de silice aux côtés des préservatifs aux fins de réduire la transmission du VIH, et recommande en particulier leur utilisation lors de rapports anaux. En Tanzanie, le cadre multisectoriel appelle également à des stratégies ciblées et innovantes en vue d'augmenter l'accès aux lubrifiants à base d'eau, parallèlement aux préservatifs masculins et féminins.

Selon Mme Peterson, les lubrifiants ont par le passé été achetés dans le cadre des programmes soutenus par le Fonds mondial, notamment de la subvention de Population Services International. Il a entretemps été mis fin à ces achats.

Après l'interdiction des lubrifiants, la campagne contre les populations clés et les organisations qui leur fournissent des services est devenue plus manifeste. Community Health Education Services and Advocacy, un prestataire de services de santé local, a été menacé de radiation en août pour promotion de l'homosexualité, et ses bureaux ont été perquisitionnés quelques semaines plus tard.

En décembre, la police a mis fin à une réunion de prestataires dans le domaine de la santé génésique. Quelques jours plus tard, 11 membres de la communauté LGBT vivant à Zanzibar ont été arrêtés, selon un groupe de militants de la santé et des droits LGBT qui coordonnent une intervention d'urgence en réponse aux actions du gouvernement.

Plus récemment, en février 2017, à la suite d'une nouvelle déclaration de Mme Mwalimu censée clarifier l'annonce du mois d'octobre, il est ressorti d'informations locales que le gouvernement fermait 40 centres de santé d'accueil pour les HSH. Dans un mémo récent, le groupe de militants de la santé et des droits LGBT indique que le texte, présenté uniquement en swahili, n'est pas clair et qu'il attend encore des orientations plus détaillées du ministère.

La déclaration ministérielle a entraîné des remontrances du gouvernement des États-Unis. Aux côtés du Fonds mondial, le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) est un des principaux bailleurs de fonds de la riposte au VIH de la Tanzanie. Selon le [site Web](#) de l'initiative bilatérale américaine, celle-ci a investi 290 millions de dollars dans les programmes de lutte contre le VIH au cours de l'exercice 2015. Des responsables américains affirment dans une [déclaration de l'ambassade](#) ne pas avoir été consultés au sujet de modifications des politiques, avertissant que « les données montrent clairement que la prestation au niveau communautaire de services de proximité pour les populations les plus exposées au risque, notamment dans les centres d'accueil/de ressources, est un moyen efficace d'atteindre ces populations ainsi que d'autres populations vulnérables et mal desservies ».

Selon Mme Peterson, le Fonds mondial est déterminé à poursuivre ses travaux dans le pays et a déjà entamé un dialogue sur la meilleure manière d'investir la somme allouée à la Tanzanie pour la période 2017-2019. Le Fonds reste « activement engagé à la fois auprès des acteurs étatiques et non-étatiques en vue de financer les interventions à plus fort impact et de soutenir les systèmes communautaires et de santé », écrit-t-elle.

[Read More](#)
